



GAZETTE NATIONALE OU LE MONITEUR UNIVERSEL.

A dater du 7 nivôse an 8, les Actes du Gouvernement et des Autorités constituées, contenus dans le MONITEUR, sont officiels.

N° 33.

MARDI, 2 Février 1803.

EXTÉRIEUR. ANGLETERRE.

Londres, le 21 janvier.

(Extrait du Star.)

Le parlement s'est rassemblé aujourd'hui et la cérémonie de l'ouverture s'est faite par une commission. Le lord chancelier a porté la parole en ces termes :

Milords et Messieurs,

« Nous avons reçu l'ordre de S. M. de vous assurer, qu'en vous appelant dans une circonstance où les affaires sont d'un aussi grand intérêt, elle est bien convaincue qu'elle trouvera en vous la même détermination, dont S. M. Elle-même est animée, pour maintenir l'honneur de sa couronne, et les intérêts ainsi que les justes droits de son peuple.

« S. M. nous a donné l'ordre de vous informer, qu'aussitôt que le résultat des négociations de Tilsitt eut confirmé l'influence et l'ascendant de la France sur les puissances du Continent, elle fut instruite de l'intention de l'ennemi de former une confédération générale de toutes ces puissances, dans l'intention, ou de subjuguier entièrement ce royaume, ou d'imposer à S. M. une paix incertaine et ignominieuse.

« Que, pour cet effet, il fut résolu de forcer à la guerre contre S. M. des Etats à qui jusqu'alors la France avait permis de conserver ou d'acheter leur neutralité, et de faire marcher contre différents points des possessions de S. M. la totalité des forces maritimes de l'Europe, et notamment les flottes du Portugal (1) et du Danemarck.

« Ce fut en conséquence un devoir indispensable pour S. M. de mettre ces flottes hors du pouvoir d'une telle confédération.

« S. M. nous a ordonné de vous assurer, que ce n'est qu'après avoir fait d'inutiles efforts pour conclure un arrangement avec le Danemarck, qu'elle s'est vue forcée, bien contre son gré, et par le seul sentiment de son devoir, à autoriser les commandans de ses flottes à avoir recours à la force, et S. M. éprouve la plus vive satisfaction d'avoir à vous féliciter sur l'heureux résultat de cette expédition pénible, mais nécessaire.

« S. M. nous a, en outre, donné l'ordre de vous informer que la conduite qu'elle a eu à tenir vis-à-vis du Portugal, était heureusement d'une nature plus conforme aux sentimens de S. M.; que la cour de Lisbonne avait mis autant d'exactitude que de franchise à faire part à S. M. des demandes et des projets de la France; ce qui avait confirmé l'authenticité des avis qu'on avait reçus d'autre part, en même tems que cette cour acquiesçait par là des droits incontestables à la confiance de S. M. (2)

(1) Ce discours rappelle le fameux message du 7 mars. Alors on voulait rompre la paix, aujourd'hui on veut continuer la guerre; alors on a inventé des griefs, on en invente encore aujourd'hui. C'est ainsi que les ministres de Londres se moquent de ce parlement de la Grande-Bretagne, qui n'a plus ni garantie, ni indépendance, qui renouvelait et chassait autrefois les ministres, et qu'aujourd'hui les ministres chassent et renouvellent à leur gré. On ne sait pas s'il doit être plus humilié des abus de l'autorité, ou des discours qu'elle lui tient. Y a-t-il rien de plus ridicule, en effet, que ce grand intérêt qu'on veut qu'il prenne à une opération qui avait pour objet de mettre en sûreté les flottes du Portugal! Ces flottes du Portugal consistaient en dix mauvais vaisseaux : quatre sont restés au pouvoir de la France, et six dans un état misérable et sans approvisionnement, ont accompagné le prince du Brésil. La France n'aurait pas remué deux bataillons pour s'emparer de ces flottes; mais c'est Lisbonne, c'est Oporto, ce sont ces grands entrepôts du commerce britannique qu'elle a voulu fermer aux Anglais. Elle y a réussi, et la cour de Lisbonne qui, dans toutes ses démarches, n'a eu pour objet que de se maintenir dans sa soumission à l'Angleterre et de tromper la France, a été la dupe de ses propres ruses.

On ne parlera point de la flotte danoise. L'opération qui la concerne a déjà été examinée; elle a été appréciée par toute l'Europe et par les Anglais eux-mêmes.

(2) La magnanimité du gouvernement anglais vient de paraître dans tout son jour, et de briller de tout son éclat. Au moment même où le prince du Brésil sacrifie son pays aux vœux de l'Angleterre, les Anglais s'emparent à force ouverte de Madère. Au moment même où ils prétendent couvrir le prince du Brésil de leur funeste protection, le ministre anglais fait une déclaration qui le couvre de honte. Il dévoile la duplicité de sa conduite; il lui ferme à jamais la porte à toute réconciliation avec la France. Ces procédés ne sont conformes ni à la dignité du peuple anglais, ni aux égards que l'on doit au peuple.

« La France avait résolu d'employer la flotte du Portugal comme un instrument de vengeance contre la Grande-Bretagne. Cette flotte a été mise à l'abri des atteintes de la France, et elle sert actuellement à transporter au Brésil l'espoir et la fortune de la monarchie portugaise. S. M. implore la protection de la divine Providence sur cette entreprise, se réjouissant de la conservation d'une puissance si long-tems l'amie et l'alliée de la Grande-Bretagne, et de la perspective de son établissement dans le Nouveau-Monde avec une augmentation de force et de splendeur (3).

« Nous avons reçu de S. M. l'ordre de vous informer, que l'ennemi n'a que trop réussi dans sa détermination de susciter des hostilités entre S. M. et ses ci-devant alliés les empereurs d'Autriche et de Russie, et le roi de Prusse, et que les ministres de ces puissances ont demandé et reçu leurs passeports.

« Cette mesure adoptée par la Russie, on a essayé de la justifier par une énumération de torts et de griefs qui n'ont aucun fondement réel. L'Empereur de Russie avait, à la vérité, offert sa médiation entre S. M. et la France; S. M. n'a pas refusé cette médiation (4), mais elle est persuadée que vous approuverez qu'elle ait jugé convenable de ne point l'accepter, qu'au préalable on l'eût mise à même de s'assurer que la Russie était dans une situation à se montrer comme médiatrice impartiale, et jusqu'à ce que S. M. eût eu connaissance des bases et des principes sur lesquels la France était prête à négocier (5).

« On n'a allégué aucun prétexte pour justifier la conduite hostile de l'empereur d'Autriche ainsi que de S. M. prussienne; et même au moment où ils ont rappelé leurs ministres, S. M. n'a reçu d'eux aucune déclaration distincte des motifs de leur conduite. Cependant S. M. n'a donné aucun motif de plainte à l'un ni à l'autre de ces souverains (6).

« Sa Majesté a ordonné qu'on mit sous vos yeux des copies de la correspondance qui a eu

lieu entre l'ambassadeur de S. M. et le ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur de Russie, pendant la négociation de Tilsitt; de la note officielle du ministre de Russie auprès de cette cour, contenant l'offre de la médiation de S. M. I. entre S. M. et la France, ainsi que de la réponse faite à cette note par ordre de S. M.; et enfin copie des notes officielles qui ont été présentées par le ministre d'Autriche auprès de cette cour, et des réponses qui ont été faites à ces notes par ordre de S. M. (7).

« C'est avec regret que S. M. nous a ordonné de vous informer que, nonobstant son désir le plus sincère de terminer la guerre dans laquelle elle se trouvait engagée avec la Porte ottomane, les efforts de S. M., malheureusement pour l'Empire turc, ont été renversés par les machinations de la France, qui n'est pas moins l'ennemie de la Porte que de la Grande-Bretagne (8).

« Mais tandis que l'influence de la France a malheureusement si bien réussi à empêcher la fin des hostilités existantes, et à susciter de nouvelles guerres contre ce pays, S. M. nous ordonne de vous informer que le roi de Suède a résisté à toutes les tentatives qu'on a faites pour l'engager à abandonner son alliance avec la Grande-Bretagne, et que S. M. ne doute pas que vous ne soyez pénétrés comme elle de l'obligation sacrée que lui imposent la fermeté et la fidélité du roi de Suède, et que vous ne concouriez à mettre S. M. à même de la remplir d'une manière digne de ce pays (9).

« D'après les ordres de S. M., il nous reste à vous informer que le traité de commerce et d'amitié entre S. M. et les Etats-Unis d'Amérique, qui a été conclu et signé le 31 décembre 1806 par des commissaires dûment autorisés à cet effet, n'a pas

(7) Si dans ces notes on ne se permet aucun oubli, on y trouvera la déclaration de l'Autriche; si on ne l'y trouve point, nous n'avons rien à dire: c'est à l'Autriche à juger des causes de cette omission.

(8) Ainsi la France est l'ennemie de la Porte. C'est donc la France qui a forcé les Dardanelles; c'est elle qui a demandé qu'on lui livrât les forts qui défendent ce passage; c'est elle qui a surpris Alexandrie, et fait un débarquement en Egypte. Les ministres, en mettant une telle phrase dans la bouche de S. M. britannique, n'ont pas prévu les conséquences qu'on pouvait en tirer contre eux; ils n'ont pas vu qu'ils déclaraient toute l'imprudence de leur politique; ils n'ont pas vu qu'ils donnaient l'éveil sur les résultats de cette inimitié prétendue de la France pour la Porte, non en Europe, mais en Asie; non sur le Danube et les Dardanelles, mais sur l'Euphrate et l'Indus. Ils disent que la France est aussi ennemie de la Porte que de l'Angleterre; ils ont dit que la Russie n'est point amie de la Porte; qu'ils disent donc aussi les moyens qu'ils peuvent employer pour défendre contre la France et la Russie, non le Danube et les Dardanelles, mais l'Euphrate et l'Indus. Vous avez signalé le danger, vous êtes responsables de l'événement. S'il y avait dans le cabinet de Londres, un homme comme lord Grenville, et l'on peut le citer ici, car il n'est pas suspect de partialité pour la France; s'il y avait dans ce cabinet un homme capable de prévoir l'avenir, il aurait vu dans cette seule phrase le pressentiment de la destruction de la puissance anglaise. C'est ainsi que dans d'autres tems il n'échappa point aux hommes les plus vulgaires, que l'agression de la Prusse détruirait la barrière de l'Elbe si avantageuse à l'Angleterre. Tout homme sensé savait que la Prusse ne pouvait résister à la France; et il ne fallait qu'un mot à l'Angleterre pour sauver la Prusse. Lord Lauderdale, dont nous sommes loin de vouloir faire l'éloge, pressentit ces résultats. Mais l'ordre de la Providence qui appelait sur cet hémisphère des changemens au-dessus de toute prudence humaine, ne permit pas que l'Angleterre fit la paix, et la garantie de l'Elbe fut anéantie pour jamais. C'est ici l'occasion d'établir cette vérité que les revers de l'Autriche étaient indifférens à l'Angleterre. Les Français, maîtres de Vienne, ne pouvaient fermer aux Anglais que le port de Trieste. Les Français maîtres de Berlin, faisaient à l'Angleterre la guerre la plus directe et la plus dangereuse. Non-seulement cette vérité était connue de vos ancêtres, elle était même la plus familière de leurs notions politiques. Après avoir été aussi indifférens sur le sort de la Prusse, vous l'êtes également sur le sort de la Porte, et cependant qui défendra la Porte si la France n'est pas moins l'ennemie de l'Empire ottoman que de la Grande-Bretagne?

(9) S. M. B. si l'on en croit le langage que les ministres mettent dans sa bouche, toujours animé d'un grand intérêt pour ses alliés, veut donc assurer au roi de Suède les mêmes avantages qu'au prince régent du Brésil, c'est-à-dire un établissement dans le Nouveau-Monde avec une augmentation de force et de splendeur. En effet, elle lui promet une colonie à joindre à ses possessions occidentales de St.-Barthélemy. Tout est conséquent dans le système de l'administration anglaise; car, sans doute, elle ne prétend pas avoir les moyens de sauver la Suède de l'inimitié de la Russie, du Danemarck et de la France. Elle en avait un cependant, c'était la paix; mais elle l'a rejeté. Cependant, disent les ministres, ils viendront au secours de la Suède par un subside. Un subside ne sauvera ni l'honneur ni la couronne du roi de Suède. Mais quand la Russie sera maîtresse de Stockholm, quel avantage en résultera-t-il pour S. M. B.? Il faut le répéter: lorsqu'un événement est fixé par les décrets de la providence, aucune puissance humaine ne peut s'y opposer. L'Angleterre devait donc refuser la paix.

eu son exécution, en conséquence du refus du président des États-Unis de ratifier cet acte.

« S. M. n'a pas hésité à offrir une réparation immédiate et spontanée pour un acte arbitraire de violence contre un bâtiment de guerre américain ; mais le gouvernement américain a voulu à cette occasion faire valoir des prétentions contraires aux droits maritimes de la Grande-Bretagne. Ces prétentions, S. M. est bien résolue à ne jamais les admettre. S. M. espère néanmoins que le gouvernement américain sera mû par le même désir, de maintenir les relations de paix et d'amitié entre les deux pays, qui a toujours déterminé la conduite de S. M., et que les difficultés qui peuvent exister dans les discussions actuellement pendantes, pourront être levées efficacement.

« S. M. nous a ordonné de vous annoncer qu'en conséquence du décret par lequel la France avait déclaré toutes les possessions de S. M. en état de blocus, et appliqué la loi de confiscation à toutes les productions provenant du sol et des manufactures de son royaume, S. M. eut d'abord recours à des représailles mitigées ; et que cette mesure n'ayant pas répondu à son objet, S. M. a depuis jugé nécessaire d'adopter d'autres mesures plus rigoureuses pour l'exécution desquelles le concours du parlement sera nécessaire.

« S. M. a prescrit de mettre sous vos yeux des copies des ordonnances qu'elle a rendues à ce sujet, de l'avis de son conseil-privé, et elle vous invite à vous en occuper le plus tôt possible. »

Messieurs de la chambre des communes,

« S. M. a ordonné qu'on mit sous vos yeux l'état des dépenses pour l'année qui commence, dans la plus entière confiance que la loyauté et l'esprit public qui vous animent, vous engageront à pourvoir aux besoins de l'Etat d'une manière proportionnée à l'urgence des circonstances.

« S. M. éprouve une grande satisfaction à vous informer que, nonobstant les entraves que l'ennemi s'est efforcé de mettre au commerce de ses sujets, et à leurs relations avec d'autres nations, les ressources du pays ont continué pendant le cours de l'année dernière à être si abondantes, qu'elles ont produit, tant pour le revenu permanent que pour celui qui n'est que temporaire, des recettes beaucoup plus considérables que celles de l'année précédente.

« La satisfaction que vous éprouverez en apprenant que les revenus de l'Etat reposent sur une base aussi solide, ne pourra que s'augmenter, si, comme S. M. l'espère, on trouve de la possibilité à lever les subsides nécessaires pour la présente année, sans qu'il soit besoin d'augmenter de beaucoup le poids des impôts. »

Milords et messieurs,

« S. M. nous a spécialement recommandé de vous dire, que s'il y eût jamais une guerre juste et nationale, c'est celle que S. M. est actuellement forcée de poursuivre. Cette guerre est, dans son principe, purement défensive. S. M. n'a d'autre but que d'arriver à une paix sûre et honorable ; mais une telle paix ne peut être négociée que sur une base de parfaite égalité.

« Les yeux de l'Europe et du monde sont fixés sur le parlement britannique (10).

« Si, comme S. M. en a la ferme confiance, vous déployez dans cette crise des destinées de votre pays, l'esprit qui caractérise la nation britannique, et si vous affrontez sans crainte la ligne étrange qui s'est formée contre nous, S. M. nous ordonne de vous assurer de sa ferme persuasion que, avec l'aide la divine providence, la Grande-Bretagne sortira de cette lutte avec gloire et avec succès (11).

« Enfin, nous avons l'ordre de vous assurer que, dans cette lutte si imposante et si terrible, vous

(10) Les yeux de l'Europe et du monde ne sont point fixés sur le parlement britannique, mais sur le cabinet de Londres ; et l'Europe et le monde ont peine à concevoir comment une nation riche, intéressante sous tant de rapports, court si volontairement à sa ruine ; comment la passion et le fanatisme qui ont pris naissance dans une tête affaiblie par l'âge et les infirmités, exposent, sans aucune chance de succès, d'aussi grandes prospérités.

(11) La Grande-Bretagne sortira de cette lutte avec gloire et avec succès. Les ministres le disent ; mais il n'est pas en Angleterre un homme sensé qui le pense. L'Angleterre s'est d'abord battue pour la Belgique, qui seule pouvait lui garantir l'alliance de la Hollande, et l'on a vu si elle est sortie de cette lutte avec gloire et avec succès. Elle a perdu depuis, son influence sur la plus grande partie des côtes de la Méditerranée, et les débouchés de l'Elbe et du Weser. Nous ne voulons pas dire notre pensée toute entière, mais il est facile de prévoir quel sera le résultat de la lutte qu'elle a l'imprudence de prolonger. La paix arrivera un jour, car les passions haineuses sont de courte durée ; et dans une nation qui a de l'énergie, la raison l'emporte tôt ou tard sur les caprices de l'autorité. Mais alors des événements de telle nature auront eu lieu, que l'Angleterre se trouvera sans barrière dans ses possessions les plus importantes, principale source de ses richesses, comme elle s'est trouvée sans barrières sur l'Elbe, après la quatrième coalition.

pouvez compter sur la fermeté de S. M. qui n'a d'autre intérêt que celui de son peuple ; comme aussi S. M. compte en retour sur la sagesse, la constance, l'affection et l'appui de son parlement. »

(The Evening-Star.)

Fonds publics. — Trois pour cent consolidés, 64 $\frac{1}{2}$ 4. — Réduits, 63 $\frac{1}{2}$. — Omnium 2 $\frac{1}{4}$ 2.

Hier, à huit heures du soir, l'ambassadeur autrichien, prince de Stahrenberg, s'est mis en route pour Douvres, suivi de son ami le prince Esterhazy qui doit l'accompagner jusqu'au bord de la mer. Son secrétaire particulier, M. Mienau, se rend avec lui à Paris ; mais le secrétaire d'ambassade, M. le baron de Rygesfeld, reste en Angleterre, afin de correspondre avec sa cour aussi long-temps que les communications ne seront pas entièrement interrompues.

Capitulation de l'île de Madère et de ses dépendances, conclue entre S. Exc. le gouverneur et capitaine-général Pedro-Fagundes d'Antas et Mineres, d'une part ; et le contre-amiral sir Samuel Hood, de l'autre.

Aussitôt après la signature du présent, l'île de Madère et ses dépendances seront remises aux commandans des forces de S. M. britannique, pour être possédées par sa dite majesté avec tous les droits, privilèges et prérogatives qui appartiennent précédemment à la couronne de Portugal.

2. Il est convenu que la dite île sera évacuée et remise à S. A. R. le prince régent de Portugal ou à ses héritiers et successeurs, lorsque la liberté d'entrée et de sortie des ports de Portugal et de ses colonies, aura été rétablie comme ci-devant, et que la souveraineté du Portugal ne sera plus soumise à l'influence des Français.

3. Les armes et munitions de toute espèce seront, pour le moment, mises au pouvoir des Anglais.

4. Les propriétés publiques seront respectées, et rendues par l'Angleterre en même temps et dans les mêmes circonstances que l'île de Madère. S. M. britannique se réservant d'affecter ces propriétés ou leurs revenus à l'entretien des établissemens religieux, civils et militaires de ladite île, aussi long-temps qu'elle sera occupée par les troupes anglaises. A cet effet, les propriétés publiques de toute nature seront livrées et reçues par des commissaires ad hoc nommés des deux parts.

5. Toutes les propriétés particulières appartenantes à des sujets de S. A. R. le prince régent de Portugal seront respectées.

6. Le libre exercice de la religion sera maintenu et protégé.

7. Les habitants conserveront leur constitution civile, et les lois actuelles resteront en vigueur.

Fait à Madère au palais de St.-Lorenzo-Funchal, le 26 décembre 1807.

Signé, PEDRO FAGUNDES, *baccellar d'Antas e Mineres, gouverneur et capitaine-général de l'île de Madère,*

SAM. HOOD, *contre-amiral.*

W. C. BERESFORD, *major-général.*

Extrait d'une lettre du major-général Beresford, au vicomte Castlereagh.

Madère le 29 décembre 1807.

« J'ai l'honneur d'annoncer à votre seigneurie que l'île de Madère s'est rendue, le 24 de ce mois, aux armes de S. M.

« Avant de mettre à l'ancre, j'avais fait sommer le gouverneur, et il avait accepté les articles de capitulation que je lui proposais conformément à mes instructions.

« Les troupes ont été débarquées, et, avant la nuit, nous occupons tous les forts ; les 3^e et 11^e régimens étaient postés avec leurs pièces de campagne un peu à l'ouest de la ville.

« Le capitaine Murphy, porteur de cette lettre, donnera à votre seigneurie tous les détails qu'elle peut désirer, etc. » (*)

(*) Cette capitulation explique parfaitement la manière dont Sa Majesté Britannique entend traiter ses alliés. Pourquoi commence-t-elle par s'emparer de Madère ? Est-ce pour assurer au prince du Brésil une augmentation de force et de splendeur, qu'elle lui enlève une des possessions qui lui restent ? Si elle le regarde comme son allié, pourquoi ne se fie-t-elle pas à lui pour la garde de Madère ? Le ministère anglais craint-il que la France s'empare de cette île ? Il le dira peut-être, mais il ne le pense pas. C'est au moment même où Sa Majesté Britannique ravit Madère à son allié, qu'elle explore, pour lui, la protection de la divine Providence. En voyant ce qui se fait à Londres, ce qu'on ose dire au parlement, on serait tenté de penser que l'Angleterre toute entière a besoin des soins d'un autre docteur Willis.

— On lit dans une lettre écrite par un officier employé dans l'expédition de Madère, que toute résistance de la part des habitans de cette île aurait été inutile. Les Portugais avaient bien la supériorité du nombre ; mais leurs forts étaient si mal armés, que nous nous serions bientôt emparés de la ville. Deux régimens et toute l'artillerie ont été débarqués pour occuper la place. Trois vaisseaux de ligne, avec les deux autres régimens, ont dû se mettre en route pour les Indes occidentales. On croit que les frégates resteront en croisière devant l'île, et que le *Centaure* va revenir à Plymouth.

— Des lettres de Portsmouth annoncent que l'expédition destinée pour l'Amérique septentrionale est prête à partir. Elle est commandée par le lieutenant général, sir Georges Prevost, baronnet. Les troupes qui la composent sont :

Le 7^{me} régiment, ou les fusiliers du roi.

Le 23^{me} régiment, ou les fusiliers gallois.

Le 34^{me} régiment.

Le 8^{me} régiment, ou régiment du roi.

Du 22 janvier.

(Extrait du Courier.)

Il est arrivé hier à Greenwich un bâtiment qui a quitté New-York le 23 décembre. Il fut informé la veille de son départ qu'on allait mettre un embargo général dans les ports des États-Unis. Vers les deux heures, comme il était à la hauteur de Sandy-Hook, il entendit des coups de canon et vit plusieurs navires qui avaient levé l'ancre, qu'on conduisait dans le détroit. M. Monroë et M. Rose n'étaient pas arrivés.

— On dit que M. Alopeus et le baron Jacobi ont quitté Londres.

— La flotte des Indes-Orientales a mis à la voile.

— On a conduit à Plymouth un bâtiment français venant des Indes-Orientales et ayant une riche cargaison.

PARLEMENT IMPÉRIAL.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 21 janvier.

Les commissaires nommés par S. M. pour ouvrir en son nom la session du parlement, se sont rendus à trois heures à la chambre des pairs. L'orateur et quelques membres de la chambre des communes ayant été introduits, le lord chancelier, l'un des commissaires du roi, a lu le discours de S. M. tel que nous l'avons publié dans notre journal d'hier.

Le comte de Galloway s'est ensuite levé pour proposer une adresse en réponse au discours du trône. Après un exorde fort long dans lequel il a sollicité l'indulgence des auditeurs, il s'est exprimé en ces termes :

Vous venez d'entendre, milords, que bientôt après que le traité de Tilsit eut fait connaître que la Russie abandonnait la cause qu'elle avait défendue, les ministres de S. M. furent informés d'une manière positive de l'intention où étaient nos ennemis d'obliger les cours de Copenhague et de Lisbonne à renforcer de leurs vaisseaux la coalition qui devait être formée contre nous. Les ministres s'occupèrent sans retard, et avec une activité qui leur fait honneur, des moyens de s'opposer à l'exécution de ce projet. Vos seigneuries savent qu'à l'égard du Danemark on s'est trouvé dans le cas de recourir à la force des armes. Les sentimens hostiles manifestés, à plusieurs reprises, par la cour de Copenhague, rendaient inutile toute autre manière de procéder. J'avoue que la position des vaisseaux danois au centre de la capitale devait causer des malheurs dont l'humanité gémissait d'avance ; mais il est glorieux pour nos officiers et pour nos soldats d'avoir fait tout ce qui leur était possible pour les adoucir.

Le résultat de cette expédition vous a mis à portée, milords, d'en apprécier l'importance, et de reconnaître la vérité des prédictions faites par le gouvernement. Des matériaux d'équipement dont l'arsenal danois était encombré, des munitions navales achetées par des agens français, une flotte que l'on allait équiper et mettre en état de sortir, sont aujourd'hui dans nos ports, et garantissent en partie l'indépendance de la Grande-Bretagne.

On dit avec raison que le devoir indispensable de S. M. était d'empêcher que les vaisseaux portugais et danois tombassent au pouvoir de nos ennemis. Cependant, milords, j'ai appris qu'il existe à ce sujet des opinions contraires, non dans le public, mais parmi vous. S'il en est ainsi, je ne puis revenir de mon étonnement. Comment se peut-il qu'un juge impartial ne reconnaisse pas et la vérité du principe et l'urgence de l'expédition ? Je suppose que les ministres de S. M.,

comptant sur ce que l'on appelle la foi des traités, ne se soient pas assurés de la flotte danoise, qu'arriverait-il aujourd'hui ? Le discours du trône n'aurait-il pas pour objet les mesures à prendre pour résister à une coalition assez puissante pour mettre à la mer quarante vaisseaux de ligne ? Tous les citoyens de la Grande-Bretagne ne seraient-ils pas indignés de l'insouciance de leur gouvernement ? Le blâme serait juste alors ; il ne peut l'être aujourd'hui.

Il est satisfaisant de songer aux moyens que l'on a mis en usage pour sauver la marine portugaise de l'avidité des Français ; il est beau de voir un gouvernement européen préférer l'émigration à l'esclavage. Je considère le départ de la famille de Bragança comme l'événement le plus important de la guerre actuelle après l'expédition de Copenhague, et elle aura les suites les plus heureuses pour peu que les deux nations continuent d'être liées d'une amitié sincère.

Il est également satisfaisant de penser qu'au moment où les marchands anglais cessent de commercer avec la Russie, une grande partie du Continent de l'Amérique leur est ouverte. Je ne parlerai pas de nos dernières relations avec les Russes : vos seigneuries savent de quelle manière S. M. a répondu aux calomnies du cabinet de Pétersbourg ; mais je ne puis m'empêcher d'observer que si la législation des trois royaumes encourage, par des primes, la culture du chanvre et du lin, soit dans l'intérieur de l'Empire, soit dans nos colonies, nous devenons indépendants de la Russie ; le moment de notre querelle avec cette puissance devient un moment heureux, et nous nous souvenons avec joie des conférences de Tilsitt.

Quant aux autres puissances de l'Europe, toutes, à l'exception de la Suède, sont aux pieds de la France, et tant qu'elles seront ainsi dépourvues d'esprit national et d'énergie, elles obéiront aux décrets de leur dominateur. Mais la conduite courageuse du souverain indépendant de la Suède est digne des plus grands éloges : puisse-t-il être heureux dans ses opérations, et puissions-nous, conformément au vœu de S. M., lui fournir les secours qu'il a mérités par sa constance ! J'espère, milords, que des forces anglaises l'aideront à braver ses ennemis, et que, s'il éprouvait des pertes, la reconnaissance du gouvernement britannique le dédommagerait par la cession d'une de ces colonies que nous enlèverons bientôt à l'ennemi.

Je voudrais pouvoir parler autrement de la conduite des États-Unis d'Amérique ; mais des connaissances locales acquises depuis longtemps et des observations ultérieures ne me font prévoir aucun changement favorable de ce côté. J'ai appris avec satisfaction que le gouvernement de S. M. a résolu de ne plus céder, sur aucun point, à ce peuple intéressé. Si les Américains préfèrent l'alliance des Français à l'amitié de l'Angleterre, il n'appartient pas à vos seigneuries de changer leur façon de penser, ni de les empêcher de nous faire la guerre. Les hostilités ne sont pas à désirer, mais elles ne sont point à craindre.

Quant à l'affaire de la frégate la *Chesapeake*, vous permettrez qu'en ma qualité d'homme de mer je ne sois pas entièrement de l'avis des ministres. Mon intention n'est pas de mettre en question les droits de la guerre, ni de blâmer la proclamation publiée récemment. Cependant je suis porté à penser que si les détails de cette affaire étaient mis sous vos yeux, vous ne pourriez vous défendre de quelque doute. Aussi longtemps que la marine des États-Unis ne sera composée que d'un petit nombre de frégates, une compensation semblable à celle que nous avons accordée ne peut avoir de conséquences fâcheuses : il n'en sera peut-être pas ainsi par la suite.

Mais nos principales contestations sont avec la France. Quelques individus voudraient que l'on fit la paix ; cependant la France a proclamé ses intentions ; elle a déclaré dans un journal qu'on peut regarder comme officiel, qu'elle ne posera pas les armes, et qu'elle augmentera ses forces jusqu'à ce qu'elle ait conquis la liberté des mers, le premier droit de toutes les nations. Elle nous propose une trêve armée qu'elle nomme paix (1). Ce n'est

pas là, milords, ce que vous desirez. La paix d'Amiens est encore présente à votre souvenir ; vous ne voulez pas rendre à la France tous ses marins et voir de nouveau flotter ses pavillons quand nous baignons les nôtres. On ne pourra songer à faire la paix que lorsque nos ennemis mettront de la modération dans leur conduite et non dans leurs discours qui sont indignes de foi. Je suis heureux de voir que les habitants d'une grande ville de commerce partagent mon opinion ; j'espère que les autres villes du royaume suivront leur exemple.

Quoique les puissances de l'Europe paraissent faire cause commune avec la France, je ne puis croire que nous ayons encouru leur inimitié. Conservons l'attitude ferme que S. M. nous recommande : l'équilibre de l'Europe peut être en quelque façon maintenu ; mais si nous cédon, il est impossible de prévoir l'avenir.

Le comte de Galloway, après avoir invité la chambre à donner au roi des témoignages de son respect et de son attachement, fait lecture de l'adresse qu'il propose d'envoyer à S. M.

Le duc de Norfolk dit qu'il avait espéré que l'adresse serait rédigée de manière qu'on pût l'approuver dans son entier ; il voit avec peine que cela n'est pas ainsi, particulièrement en ce qui concerne l'expédition de Copenhague. Le noble duc ne donne qu'une approbation conditionnelle à cette mesure ; il attend pour émettre une opinion définitive que les documents nécessaires aient été mis sous les yeux de la chambre. Jusqu'à présent il ignore si le Danemark était entré dans une confédération formée contre nous. Il propose pour amendement d'effacer de l'adresse le passage relatif aux Danois : bien entendu qu'en votant pour l'approbation des autres parties de l'adresse, il se réserve le droit d'examiner et de discuter par la suite les mesures de l'administration.

M. Addington (lord Sidmouth.) appuie l'amendement proposé par le noble duc. Il pense que l'expédition de Copenhague a besoin d'être justifiée et qu'il faut pour cela de très-fortes raisons. Cependant, si quelques personnes avaient fait la motion de censurer les ministres à cause de cette mesure, il se serait opposé à la censure jusqu'à ce qu'on lui en eût démontré la nécessité. Je désire, dit le noble lord, que les opinions soient unanimes ; mais il y a des bornes au-delà desquelles un homme d'honneur ne peut aller. Je n'approuve donc point ce passage de l'adresse. J'ajouterai même que s'il fallait, avec les seuls renseignements que je possède, prononcer sur la capture de la flotte danoise, je dirais qu'elle ne peut être justifiée. On a conseillé à S. M. de déclarer que c'est avec douleur qu'elle s'est vue dans la nécessité de recourir à des mesures coercitives contre les Danois. Mais si les ministres savaient d'une manière positive que les Danois fussent entrés dans une confédération hostile, l'expédition de Copenhague était juste, et l'on devait l'ordonner sans douleur. Lord Galloway prétend que les Danois faisaient contre nous des préparatifs de guerre parce que leurs magasins étaient remplis d'objets d'équipement. Si cela est exact, leurs sentiments hostiles sont plus anciens qu'on ne le suppose. On n'affirme pas qu'ils se soient mis en mesure de nous attaquer dans le tems où nous con-

servions encore des relations d'amitié avec la Russie ; et cependant il faut bien que cela soit, s'il est permis d'inférer quelque chose de leurs approvisionnements, qui ne peuvent avoir été faits depuis le traité de Tilsitt.

La paix entre la France et la Russie a été signée le 8 juillet ; lord Gambier est entré dans la Baltique le 3 septembre. Ainsi donc, je le répète, ou le Danemark voulait nous attaquer lors même que nous étions amis des Russes, ou l'on ne peut rien inférer des approvisionnements trouvés à Copenhague.

Au fait, dans quel état lord Gambier a-t-il trouvé le Danemark ? L'armée danoise était sur les frontières du Holstein, prête à défendre ce pays contre les troupes françaises, ou celles de toute autre nation. La flotte danoise, qui n'était point équipée, ne prévoyait pas qu'on viendrait l'attaquer. Cet état des choses indique-t-il qu'il y eût contre nous des dispositions hostiles ?

On soutient que les Français, une fois maîtres du Holstein, se seraient infailliblement emparés de l'île de Séelande. Les militaires et les marins que j'ai consultés là-dessus ne partagent point cette opinion ; ils disent que lorsque la mer est dégagée des glaces, une armée d'invasion ne peut débarquer sans livrer d'abord un combat naval, et que lorsque les glaces couvrent la mer, on peut les briser sur les bords de manière à empêcher les troupes d'arriver. Or, s'il n'est pas certain que la prise du Holstein dut occasionner celle de la Séelande, on ne peut justifier par des motifs de propre défense l'expédition dont il s'agit ; car en supposant que les Danois n'aient point eu l'intention de nous attaquer, et que les Français se fussent emparés du Holstein, le prince royal se serait naturellement adressé à nous pour obtenir secours et protection.

Mais si l'on justifie cette expédition en assurant qu'elle était nécessaire, que les Danois, quoique désirant la paix, pouvaient être obligés à nous déclarer la guerre, et qu'ainsi nous avons été forcés de les attaquer, je dirai qu'il était juste de mettre dans la balance, et le mal que nous cherchions à éloigner de nous, et celui que nous allions faire éprouver à des hommes qui ne nous avaient point offensés. Je crois que la première considération n'aurait pas été la plus puissante. La gloire de la marine anglaise ne permet pas de penser que si nos ennemis s'étaient rendus maîtres des seize vaisseaux de ligne danois, la Grande-Bretagne se fût trouvée par là, menacée d'un véritable danger ; car, avant que nos grandes victoires navales eussent anéanti la marine ennemie, la flotte française était beaucoup plus forte qu'elle ne pourrait le devenir aujourd'hui par l'addition des vaisseaux danois, et cependant nous ne nous sommes point trouvés alors dans un danger assez imminent pour justifier un acte contraire à la morale et à la bonne foi.

J'ajouterai que si les arguments que l'on emploie pour défendre cette opération sont fondés, il fallait, au lieu d'attaquer le Danemark, attaquer la Russie. On dit que les stipulations de la paix de Tilsitt ont rendu nécessaire la prise des vaisseaux danois. Comment donc se fait-il qu'après la paix de Tilsitt une flotte russe ait pu croiser impunément dans la Méditerranée, et que trois vaisseaux russes aient traversé l'escadre anglaise devant Copenhague ? N'est-ce pas là ménager l'offenseur puissant, et faire tomber sur la tête du faible tout le poids de la vengeance ? Les mêmes forces qui se sont emparées de Copenhague auraient été plus honorablement et plus utilement employées devant Cronstadt, où elles auraient produit une diversion en faveur de notre allié le roi de Suède.

Lord Sidmouth entretient ensuite la chambre des différends qui existent entre nous et les Américains. Il ne croit pas que la guerre avec les États-Unis soit une affaire aussi peu importante qu'on le suppose. Il espère toutefois qu'elle n'aura pas lieu. Les ministres ont bien fait, selon lui, de renoncer au droit de visite sur les bâtimens de guerre. Quant à la paix avec la France, elle est désirable ; mais ce n'est pas en discutant que nous l'obtiendrons ; c'est en nous mettant sur un pied de défense formidable. Il serait à souhaiter que l'on prit des mesures telles que dans tous les tems on pût, en cas d'alarme, avoir aussitôt sur pied une force armée imposante.

Le comte d'Aberdeen approuve l'adresse, et applaudit à la sagesse des opérations ministérielles.

Lord Grenville dit que l'ignorance où il est des raisons pour lesquelles on s'est emparé de l'escadre danoise ne lui permet pas de prononcer sur la justice de l'expédition de Copenhague. Il observe que les assertions faites dans la déclaration de S. M., et celles contenues dans le discours du trône sont contradictoires. La déclaration suppose l'existence d'articles secrets signés à Tilsitt, et en vertu desquels une confédération générale doit être formée contre nous. Ces articles sont les actes d'hostilité qui justifient notre conduite envers le Danemark. Mais où sont-ils ces articles secrets ? L'ennemi nie leur existence, et

Dunkerque n'ont qu'un cri : paix solide, ou guerre énergique ; car le plus grand malheur qui puisse arriver au commerce de la France, est une trêve armée.

Non-seulement la France commet les deux fautes principales de s'engager dans l'expédition de Saint-Domingue et d'autoriser les négociants à confier leur fortune à cette paix trompeuse, mais encore elle met son armée sur le pied de paix. Plus de 200 mille hommes rentrent dans leurs foyers ; et lorsque depuis, l'Angleterre déclare la guerre, si cette détermination, au lieu d'être une mesure de passion et de faiblesse de la part du gouvernement anglais, eût été une mesure calculée et combinée avec le Continent, les destins de la France étaient exposés. Mais la troisième coalition ne se renoua que deux ans après, et la France eut le tems, dans ces deux ans, de reformer son armée au complet, et de se mettre en état de terrasser d'un seul coup cette troisième coalition.

Quel serait donc le résultat pour la France d'une paix de deux ou de trois ans, ou de ce que les Anglais appellent une trêve armée ? Ce serait une paix sans commerce ; car quel capitaliste français oserait, sur la foi du ministère actuel d'Angleterre, confier un seul vaisseau à la mer ? Ce serait une paix sans sécurité ; car il faudrait bien que l'armée française repassât le Rhin ; 800 mille hommes aujourd'hui sous les armes, seraient réduits à 300 mille, puisqu'il ne peut y être pourvu que par les finances de l'intérieur. Et si l'armée ainsi réduite, la nation n'ayant fait aucun profit par le commerce, l'Angleterre attaqua de nouveau, et que son attaque fût combinée avec la formation d'une cinquième coalition, quelle serait la situation de la France ? Le peu de bâtimens qu'elle aurait mis à la mer seraient pris ; il faudrait former l'armée de terre à la hâte, et ce qui est décidé sur le Continent, serait remis en question. Il est donc vrai de dire qu'une paix courte est avantageuse à l'Angleterre, et peut être destructive pour la France. Mais la perspicacité du cabinet de Londres n'arrive pas jusque là ; et ce que toute l'Europe éclairée voit, les brouillards de la Tamise l'empêchent de le voir. Que conclurons-nous ? qu'une paix qui n'offre pas à la France la probabilité d'une longue durée, serait pour elle perdue et ruinée, et qu'au contraire, ce que les ministres de Londres appellent une trêve armée, serait avantageuse à l'Angleterre.

(1) On ne peut trouver aucune trace de politique ni de raison dans tout ce que disent ou font dire les ministres actuels de l'Angleterre. Ils prétendent qu'ils ne veulent pas une trêve armée, et ils se récrient sur les mauvais effets de la paix d'Amiens. Mais une trêve armée à qui est-elle nuisible ? à la France. A qui est-elle utile ? à l'Angleterre.

La paix d'Amiens, à qui a-t-elle été utile ? à l'Angleterre ; à qui a-t-elle été nuisible ? à la France. Il n'est pas un homme sensé qui ne convienne de ces vérités.

Sur la foi du traité d'Amiens, l'expédition de Saint-Domingue fut faite. La guerre survint, et fit échouer cette entreprise, au grand détriment de la France.

Marseille, Bordeaux, Nantes, le Havre, Saint-Malo, Dunkerque inondèrent les mers de leurs vaisseaux. Ces vaisseaux furent, pour la plupart, la proie des Anglais ; et la perte de plus de 100 millions de capitaux porta le dernier coup aux négociants, déjà épuisés par les événements de la révolution. Cette assertion est si vraie, que Marseille, le Havre,

nous défie de la prouver. Que dit le discours du trône ? Il ne parle pas de ces articles, mais seulement d'avis relatifs à une confédération formée contre nous. Le Danemarck est-il partie contractante dans les articles dont on se plaint ? Pourquoi ne pas attaquer en même temps la Russie ? L'on affirme, d'un autre côté, que le Danemarck n'avait pas les moyens de résister à la France, et que les Français, maîtres du Holstein, se seraient bientôt après emparés de la Suède, et par conséquent de Copenhague et de la flotte. Mais la Suède n'est-elle pas une île, et cette île n'est-elle pas séparée du Continent par deux bras de mer, dont l'un a six milles d'étendue et l'autre seize ? Le détroit qui sépare l'Angleterre de la France n'a que cinq milles de plus en largeur. Dirait-on que, parce que nos ennemis sont maîtres de Calais, ils le seront bientôt aussi de l'Angleterre ? En conscience, on n'a donné pour justifier cette expédition que des raisons qui ne sont pas valables.

Le noble lord est fâché que l'on ait rejeté la médiation de la Russie. Il ne partage pas l'opinion de ceux qui pensent qu'un médiateur doit être absolument impartial. Le discours du trône lui paraît être inconséquent, en ce qui a rapport à la paix. S. M. dit qu'elle est prête à négocier sur des bases solides et honorables ; elle ajoute bientôt après que l'on ne peut négocier que sur les bases d'une égalité parfaite. Il n'est pas à désirer que l'Angleterre négocie jamais sur d'autres bases ; mais on pourrait s'attacher trop scrupuleusement à définir cette égalité parfaite. Et dans l'état actuel de l'Europe, il ne faut pas fermer la porte à tout accommodement honorable.

Quant aux ordres du conseil, ayant pour objet de restreindre le commerce des neutres, le noble lord est persuadé que ces actes feront éclater la guerre entre nous et l'Amérique ; il dit que les Français étaient hors d'état d'exécuter leurs décrets de blocus ; mais que nous leur avons prêté la main ; qu'à l'égard du Portugal, il ne faut pas nous vanter de nos opérations ; nous sommes exclus des deux ports les plus importants de l'Europe, et le Brésil est gouverné par le prince-régent de Portugal, au lieu de l'être par un viceroy. Lord Grenville se plaint de ce que l'on n'a rien fait pour rétablir l'union en Irlande, et il finit en blâmant toutes les opérations du ministère.

Lord Hawkesbury prend la parole. Il dit que le gouvernement ne peut concevoir les plus faibles doutes à l'égard des arrangements conclus à Tilsitt, mais que les ministres ne peuvent indiquer les sources où ils ont puisé leurs informations. Les indiquer, ajoute le noble lord, ce serait mettre un terme à toutes les communications de cette nature, en faisant trembler pour leur vie (2) les personnes de qui nous pourrions les recevoir ; et cependant si jamais ces informations ont été précieuses, elles le sont aujourd'hui que nous nous voyons exclus du Continent, où les Français exercent leur domination. Mais si les ministres n'avaient pas été sûrs de l'exactitude des renseignements qu'on leur avait fournis, de nouvelles particularités auraient bientôt éclairci leurs doutes. On a proposé au gouvernement portugais de faire cause commune avec le Continent contre l'Angleterre (3), et d'unir ses flottes à celles de la France, de l'Espagne et du Danemarck, afin que la confédération fût plus à portée d'attaquer sur différents points les îles britanniques. Les projets de nos ennemis étaient promptement connus en Irlande : on y assurait les mécontents que les flottes combinées d'Espagne, de Danemarck et de Portugal débarqueraient sous peu des troupes dans les trois royaumes. A l'égard des intentions de la Cour de Copenhague envers la Grande-Bretagne, on ne pouvait les méconnaître. On sait aujourd'hui que le Danemarck, après avoir comparé les maux qui résulteraient d'une rupture avec nous ou avec les Français, avait jugé que l'alliance de ces derniers était préférable. Quant aux préparatifs maritimes, nos officiers de marine se sont assurés de l'intention où l'on était de faire sortir la flotte danoise.

On demande pourquoi nous n'avons pas attaqué en même temps la flotte russe. Pouvions-nous aller à Cronstadt pour nous emparer de cette flotte, en laissant derrière nous seize vaisseaux danois ? D'ailleurs la flotte russe ne devait pas être si tôt prête à faire voile ; elle n'était pas non plus, comme les vaisseaux danois, dans le cas de favoriser les projets de l'ennemi. Ajoutons que certains articles de la paix de Tilsitt avaient

mécontenté le peuple russe, et que même lorsque la prise de Copenhague fut connue à Pétersbourg, l'Empereur de Russie parut plus disposé à renouer ses anciennes relations avec nous (4).

Quant à nos affaires avec l'Amérique, il convient de ne pas les discuter aujourd'hui. Attendons la suite des négociations, et ne les troublons pas par des débats qui ne feraient qu'échauffer de part et d'autre.

Je suis fâché, continue lord Hawkesbury, que l'on ait parlé de l'état de l'Irlande. Il est impossible de s'occuper actuellement des concessions demandées : plus on accorderait d'un côté, plus on deviendrait exigeant de l'autre.

Lord Buckingham parle dans le même sens que lord Sidmouth.

Lord Lauderdale prend ensuite la parole, et son discours est combattu par lord Mulgrave.

L'amendement est rejeté sans division.

Lord Grenville propose, dans un second amendement, de n'émettre aucune opinion sur le refus de la médiation de l'Empereur de Russie, jusqu'à ce que les documents nécessaires aient été mis sous les yeux de la chambre.

Ce second amendement est aussi rejeté sans division.

L'adresse est approuvée, et il est ordonné qu'elle sera présentée.

Ajourné à trois heures du matin.

CHAMBRE DES COMMUNES.

L'orateur, de retour de la chambre des pairs, fait lecture du discours d'ouverture que le lord chancelier a prononcé au nom du roi en vertu d'une commission de S. M.

Lord Hamilton prend la parole. Il félicite l'Angleterre de la position où elle se trouve, comparée à celle des autres Etats. C'est aux hostilités, dit-il, que nous devons cet avantage. La Grande-Bretagne offre le spectacle d'une nation qui, après quinze ans de guerre avec l'ennemi le plus redoutable, a obtenu des avantages de tout genre, et n'a fait aucune perte ; elle a frappé son ennemi partout, et n'a été frappée nulle part ; son commerce a fleuri, ses richesses se sont augmentées, ses colonies se sont multipliées, sa marine a détruit les marines ennemies ; la guerre qui est le fléau de toutes les nations, a été pour la Grande-Bretagne une source de prospérités. Enfin, tel est aujourd'hui l'état de l'Europe, qu'il est à craindre que tant d'avantages procurés par la guerre, ne puissent être conservés que par la guerre.

Lord Hamilton parle ensuite de l'expédition de Copenhague dans le même sens que lord Galloway et autres membres de la chambre haute. Passant alors à la rupture de nos relations avec la Russie : « Ne comptons plus sur nous-mêmes, a-t-il dit ; la dernière leçon que nous avons reçue doit nous suffire : nous avons vu l'Empereur de Russie, le protecteur du Continent, mettre volontairement la main à l'anéantissement de toutes les puissances de l'Europe, descendre de ce faite de gloire où il s'était élevé, violer ses engagements et s'incliner devant celui qu'il avait si récemment bravé. » Le noble lord traite ici les différents objets dont il a été question dans la chambre des pairs. Il termine en proposant une adresse en réponse au discours du trône.

M. Ellis parle à son tour et appuie l'adresse proposée par lord Hamilton.

Lord Milton. Je me lève, non dans l'intention de m'opposer à l'adresse, mais pour exprimer mes regrets que les ministres de S. M. n'aient pas accepté la médiation de la Russie. On ne pourra, d'après des événements publics et récents, et où j'ai pris une part active, me suspecter d'aucune disposition à vouloir, dans le moment actuel, encourager une division d'opinions relativement à la paix ou à la guerre. Je suis d'avis qu'il faut se taire à ce sujet jusqu'à ce que nous connaissions les démarches qui ont été faites par les ministres de S. M. pour le rétablissement de la paix. Mais je ne dois pas dissimuler que j'ai été bien surpris d'entendre nos ministres parler de l'état florissant de notre commerce et de la prospérité de notre pays, lorsque le Continent nous est fermé de toutes parts et que nous n'y voyons plus que des ennemis. J'avoue que je ne puis concevoir qu'on ait osé mettre en avant une assertion aussi étrange. Elle est si

évidemment fautive, qu'elle n'a besoin d'aucune réfutation. J'espère néanmoins que les ministres nous donneront quelques assurances de leur désir de coopérer au rétablissement de la paix, et de leurs dispositions à embrasser toute occasion quelconque pour arriver à ce but. Non-seulement on ne nous a rien promis à ce sujet, mais bien au contraire, le discours de S. M. ne respire que la guerre, et l'on nous dit qu'il faut nous préparer à la soutenir contre le Monde entier !

On a beaucoup parlé de l'affaire de Copenhague. Les ministres prétendent que leur conduite à cette occasion est exempte de tout reproche ; mais il faudrait les croire sur parole, puisqu'il ne nous donnent aucune preuve qui les justifie. Cependant on leur oppose des faits, on leur oppose la conduite constamment pacifique du Danemarck ; on leur dit qu'il n'eût jamais été de l'intérêt de cette puissance de renoncer à sa neutralité pour se jeter dans les bras de la France, et à tout cela ils répondent qu'ils avaient eu avis des intentions hostiles du Danemarck.

Il est vrai que rien ne doit étonner de la part de nos ministres, puisqu'ils osent montrer autant d'assurance dans la circonstance la plus critique et la plus imposante où nous nous soyons jamais trouvés. Nous sommes en guerre avec le Danemarck, avec la Russie, avec l'Autriche ; bientôt l'Amérique, justifiée par nos dernières ordonnances du conseil, va augmenter le nombre de nos ennemis ; et c'est dans de semblables circonstances qu'on prétend amuser la chambre par de pompeuses déclarations sur l'étendue de nos ressources et sur l'accroissement progressif de notre commerce ! Il est vrai que tous les points en contestation ne pourront être mûrement discutés, que lorsque les ministres auront soumis à la chambre les pièces et les divers documents sur lesquels ils fondent leur justification ; et comme ils s'engagent à les produire, le vote de la chambre pour l'adresse proposée ne peut en conséquence être regardé que comme conditionnel. Mais je ne puis m'empêcher, en finissant ce discours, de témoigner de nouveau tous mes regrets de voir que le discours de S. M. ne contient aucune assurance de ses dispositions pacifiques, dans un moment où le corps entier des manufacturiers du royaume est en proie aux plus cruelles calamités.

M. George Ponsonby. — Le discours de S. M. embrasse un si grand nombre d'objets, et il est d'ailleurs si diffus, qu'il est impossible au premier aperçu d'asseoir ses idées sur une matière aussi importante. On ne peut d'abord rien décider relativement aux négociations qui ont eu lieu avec la Russie et l'Autriche. Il est constant que la paix est le premier objet que doit se proposer l'Angleterre ; restait à savoir si le gouvernement s'est trouvé en mesure de négocier cette paix à des conditions solides et honorables. Attendons les pièces et les documents nécessaires pour pouvoir prononcer sur cette question. C'est à nos ministres à prouver que la paix qu'on leur proposait eût été honteuse pour l'Angleterre, et ruineuse pour ses intérêts, et alors il n'y aura qu'une voix en leur faveur.

Quant à l'affaire du Danemarck, il est de toute évidence que les ministres ne peuvent exiger que la chambre approuve leur conduite à cet égard, s'ils ne fournissent pas à l'appui les documents les plus authentiques. Il serait honteux de prétendre que nous passions nous autoriser de la conduite de la France à l'égard des puissances continentales, nous qui avons toujours fait profession de respecter les droits des nations. Cette attaque de Copenhague souillera à jamais nos annales si l'on n'est pas démontré qu'elle était légitime ; et qu'elle était politique. Il est donc du devoir et de l'honneur de tout Anglais d'exiger que les ministres nous donnent à ce sujet les preuves les plus convaincantes.

Je ne parlerai pas de la rupture avec la Russie et l'Autriche, puisqu'on doit nous fournir les pièces nécessaires pour discuter cette question avec connaissance de cause.

Mais ce qui m'a vraiment surpris, c'est d'entendre parler de notre alliance avec le roi de Suède, de notre détermination à soutenir l'honneur de sa couronne, lorsqu'il paraît très-difficile que ce prince puisse tenir pendant plus de trois mois ses engagements envers nous. Si les ministres n'y prennent garde, on les entendra déclamer avec autant de virulence contre le roi de Suède, qu'ils le font aujourd'hui contre la Russie, naguère l'alliée et l'amie la plus fidèle de sa majesté britannique. Quel espoir en effet que la Suède puisse tenir contre les efforts de la France, lorsque les plus grandes puissances du continent n'ont pu lui résister !

On doit nous fournir des pièces sur nos démêlés avec l'Amérique et sur les ordonnances du conseil, et il convient en conséquence d'ajourner jusqu'à la toute discussion à ce sujet. Au surplus je serai des premiers à approuver la conduite des ministres, s'il m'est démontré que les mesures qu'ils ont prises étaient absolument nécessaires pour venger notre honneur, garantir nos droits, et maintenir les intérêts de la nation.

Je ne puis m'empêcher, en finissant ce discours, de témoigner ma surprise, qu'on n'ait pas dit un mot dans le discours de S. M. sur la situation actuelle de l'Irlande. Si la guerre doit encore durer long-temps

(2) Ceci mérite une observation, parce que c'est un membre du cabinet qui parle. Vous tenez donc ces communications d'un traître, et comment ne savez-vous pas encore quelle confiance on doit accorder à un traître ? La crédulité du gouvernement anglais, sa confiance dans les traités de toute espèce sont inconcevables ; nous sommes autorisés à annoncer que peu de mois se passeront avant que l'Européen ait de nouvelles preuves. Mais enfin ce traître a dû vous envoyer des articles, s'il était en mesure d'être instruit ; et ces articles vous ne les donnez pas.

(3) Ceci est par trop absurde et de toute fausseté.

(4) Quelle pitoyable raison ! Qui vous a empêché de mettre en séquestre l'escadre russe, jusqu'à ce que le cabinet russe eût démenti les renseignements que le traître avait fournis ; mais, dites-vous, le traité de Tilsitt avait mécontenté la nation russe ; quelle conséquence ! S'il en était ainsi, avouez donc que c'est l'expédition de Copenhague qui a désabusé jusqu'au dernier de vos partisans, à Pétersbourg, et a communiqué au peuple russe l'indignation qui anime les Danois. Le décret d'accusation contre le ministère actuel est dans cette phrase de lord Hawkesbury ; car cette phrase dit que l'Empereur de Russie eût-il pris des engagements contraires à l'Angleterre, le parti anglais en Russie était si fort qu'il n'eût pu les exécuter. L'expédition de Copenhague a tout arrangé, tout concilié, tout apaisé. Il y a de la naïveté dans ces aveux.